

L'économie au grand cœur

Un village sauvé par une coopérative. Une centaine d'handicapés qui gagnent leur vie au lieu d'attendre leur chèque d'aide sociale. Près de 124 000 Québécois travaillent dans l'univers de l'économie sociale.

PAR GILLES DES ROBERTS

Des citoyens qui s'exilent, faute d'emplois. L'école primaire menacée de fermeture. En 1984, l'avenir de Guyenne, un village de 250 habitants en Abitibi, n'a rien de bien prometteur, mais c'est sans compter une poignée d'irréductibles qui décident de jouer le tout pour le tout : ils unissent leurs économies pour construire une serre et cultiver des tomates. Le projet fait sourire... Vingt ans plus tard, plus personne ne se moque. Les Serres de Guyenne produisent chaque année deux millions de livres de tomates, mais aussi 20 millions de plants d'épinettes destinés au reboisement et assez de fleurs pour approvisionner tout le marché de l'Abitibi-Témiscamingue.

« Le plus important, c'est que maintenant, dès qu'une maison se libère au village, un jeune couple de la région s'y installe pour venir travailler aux serres », raconte avec fierté Réjean Dubé, le directeur général de Serres de Guyenne. L'entreprise compte 40 employés permanents ; de mai à septembre, elle embauche 160 personnes de plus. « Pour notre petit village, c'est le plein emploi. Et, pour une coopérative de travailleurs, on tire pas mal bien notre épingle du jeu. L'an dernier, nous avons versé à nos membres une ristourne équivalant à 18 % de leur salaire annuel. »

D'un bout à l'autre du Québec, il existe des milliers de projets semblables aux Serres de Guyenne. Des coopératives de travailleurs ou des entreprises de développement communautaire qui s'inscrivent dans le courant de l'économie

sociale. Selon le Chantier de l'économie sociale, on compte au Québec 7 150 entreprises coopératives ou communautaires qui emploient 124 000 personnes et qui génèrent des revenus de 17,5 milliards de dollars. L'univers québécois de l'économie sociale a même son propre fonds d'investissement, capitalisé à hauteur de 5,6 millions de dollars, et un réseau de contacts qui va de Guy Laliberté, le président du Cirque du Soleil, au premier ministre du Canada lui-même, Paul Martin.

Les biens et services offerts par ces entreprises sont aussi divers que les gens qui les créent. Certains projets, comme des Centres de la petite enfance (CPE), sont à l'échelle d'un quartier. D'autres sont présents partout au

Québec, comme le réseau des 62 magasins coopératifs d'alimentation (dont 58 sont exploités sous les bannières Provigo, Metro ou IGA), qui affichent des revenus annuels de plus de 400 millions de dollars. Dans plusieurs régions, ce sont d'ailleurs des coopératives qui ont pris le relais dans des secteurs aussi divers que l'aménagement forestier (44 coopératives, totalisant 440 millions de dollars de revenus) et les services funéraires (31 coopératives). Et certaines initiatives d'économie sociale sont bien ancrées dans le milieu urbain, tel le service d'auto-partage Communauto, qui compte 5 000 utilisateurs à Montréal et à Québec.

« L'objectif du mouvement de l'économie sociale est simple, explique Nancy Neamtan, présidente et directrice générale du Chantier de l'économie sociale. C'est de



Brigitte Boulé, l'une des 200 employés de la coopérative Les Serres de Guyenne, en Abitibi

permettre au plus grand nombre de personnes possible d'avoir une bonne qualité de vie et d'être en mesure de contribuer économiquement au bon fonctionnement de la société. »

Le concept ne date pas d'hier. Déjà, en 1865, Alphonse Desjardins était membre de la Société mont-réalaïse d'économie sociale. Ce qui est nouveau, par contre, et qui marche vraiment bien, c'est l'apparition d'entrepreneurs sociaux, poursuit Nancy Neamtan. Des gens qui vendent des biens et des services avec beaucoup de succès, mais par l'intermédiaire d'une entreprise à but non lucratif qui a des objectifs sociaux bien précis. Nancy Neamtan est convaincue que la résolution des problèmes sociaux passe par des solutions économiques.

Robert Larue est un exemple parfait de ces nouveaux entrepreneurs sociaux. Il dirige depuis 1996 Certex, une entreprise à but non lucratif spécialisée dans le recyclage de textiles, qui emploie 100 personnes handicapées à ses installations de Saint-Hubert et qui affichait des revenus de trois millions de dollars pour sa dernière année financière. Certex fait également partie du Conseil québécois des entreprises adaptées, qui compte 42 entreprises, emploie 3 700 personnes et affiche des revenus consolidés de 120 millions de dollars en 2003.

« Certex a une mission sociale : la création d'emplois permanents pour les handicapés. Notre objectif est que ceux-ci passent du statut de bénéficiaires de l'aide sociale à celui de travailleurs. Et Certex a un moteur économique pour financer sa mission : le recyclage de tissus. Selon nos calculs, Certex permet d'économiser chaque année 600 000 dollars en aide sociale et plus de 500 000 dollars en frais d'enfouissement. J'aime bien dire qu'ici, on valorise le tissu et le tissu humain », souligne le responsable de Certex, qui exporte ses produits en Afrique et en Europe de l'Est.

Cette entreprise adaptée, qui carbure à l'économie de marché, vient d'ailleurs d'inaugurer un nouveau centre de tri textile construit au coût de 3,5 millions de dollars. Un projet financé à partir de contributions versées par 50 partenaires et un prêt de 2,5 millions de dollars consenti par la Banque Nationale.

« C'est notre grande fierté. Nous avons obtenu ce prêt sur la base de nos résultats financiers et de notre plan d'af-



Certex, une entreprise à but non lucratif spécialisée dans le recyclage de textiles

fares, comme une entreprise traditionnelle », souligne Robert Larue. Le plan prévoit l'ajout d'une capacité de tri et de traitement de 1 000 tonnes. De plus, le complexe intègre un centre de télémarketing où travaillent des aveugles et un atelier de couture complètement adapté à des personnes qui se déplacent en fauteuil roulant. L'objectif ultime de Robert Larue consiste à atteindre l'autosuffisance financière totale (actuellement, Certex tire 35 % de ses revenus de subventions et de programmes gouvernementaux).

Il semble que l'économie sociale prendra un nouvel essor au cours des prochaines années. Plusieurs personnalités d'affaires, dont Jean Coutu, Normand Legault, promoteur

L'économie sociale au Québec, c'est :

7 150 entreprises coopératives ou communautaires
qui emploient **124 000** personnes et génèrent
des revenus de **17,5** milliards de dollars.

du Grand Prix de Montréal, et Guy Laliberté, président du Cirque du Soleil, sont associés au Chantier de l'économie sociale et à plusieurs de ses initiatives. Paul Martin serait, lui aussi, un adepte de ce courant. Depuis un an, il a visité à quatre reprises les bureaux du Chantier de l'économie sociale, et son dernier discours du Trône contenait quatre paragraphes sur l'économie sociale.

« Les entrepreneurs sociaux sont importants pour Paul ▶

ACTUALITÉS

Martin, affirme Nancy Neamtan. Il les considère comme essentiels pour l'essor de collectivités dynamiques. » D'ailleurs, son nouveau budget prévoit 100 millions de dollars pour les fonds de capitalisation qui appuient des initiatives d'économie sociale.

Mais, alors qu'Ottawa s'éveille à l'économie sociale, Québec s'endort. Le gouvernement de Jean Charest a choisi de confier le développement régional aux élus municipaux. « C'est inquiétant, poursuit Nancy Neamtan. Les projets sont issus de la collectivité, pas du milieu politique. Ottawa nous accorde une reconnaissance qui tarde à venir de Québec. Le ministre du Développement économique, Michel Audet, nous répète qu'il endosse nos principes, mais rien de concret n'a encore été fait à Québec en ce sens. »

Il faut avouer que le concept de l'économie sociale, et les messages et valeurs que celle-ci véhicule, se situent bien loin des objectifs du gouvernement du Québec, qui mise beaucoup sur l'entreprise privée pour répondre aux besoins des Québécois. Depuis son entrée en fonction il y a un an, le premier ministre Charest a rarement prononcé l'expression « économie sociale ».

Ironiquement, depuis quelques années, le retrait graduel des gouvernements de plusieurs programmes communautaires a forcé plusieurs organismes à se tourner vers le monde des affaires pour trouver le financement nécessaire à leur survie. C'est le cas de Carrefour Tiers Monde, une organisation d'aide aux pays en voie de développement qui a comblé le manque à gagner des contributions des gouvernements en exploitant une auberge dans le quartier Saint-Roch, à Québec.

L'Auberge l'Autre Jardin est un établissement de 27 chambres classé trois étoiles, qui emploie 14 personnes. Son objectif premier n'est toutefois pas de créer de l'emploi, mais de générer des profits pour que le propriétaire, Carrefour Tiers Monde, puisse réaliser des projets à l'étranger. « Et nous sommes sur la bonne voie, explique le directeur général par intérim de l'établissement, Jean-Paul Charron. Les revenus de l'auberge dépassent maintenant 500 000 dollars par an. De plus, Carrefour Tiers Monde tire d'autres revenus de la boutique de produits équitables située au rez-de-chaussée. »

Les entreprises de l'économie sociale font de l'argent, mais sont-elles rentables ? Si l'on compare leur performance à celle de certaines grandes entreprises, on arrive à la conclusion que nombre d'entrepreneurs sociaux pourraient donner quelques leçons à leurs collègues de l'entrepreneuriat plus traditionnel.

Ainsi, en 2003, le Réseau d'investissement social du Québec, qui gère un fonds dédié au démarrage et à l'aide aux entreprises d'économie sociale, a participé à hauteur de 5,6 millions de dollars à 136 projets qui ont créé 998 emplois et en ont maintenu 1 199 autres, pour un coût moyen de 2 549 dollars par emploi. Pendant la même période, la Société générale de financement, le Fonds de solidarité et la forestière Tembec ont dépensé 760 millions de dollars dans le projet de l'usine Gaspésia. Si elle avait ouvert ses portes, Gaspésia aurait embauché 230 travailleurs, ce qui aurait signifié un coût moyen de 3,3 millions de dollars par emploi créé... ■